

Unir le pays autour d'une transition énergétique répondant à ses objectifs

Ou choisir une « transition énergétique soft » ?

Le débat public de la programmation pluriannuelle de l'énergie se dirige vers sa fin. Dans un récent éditorial, le président Archimbault de la commission d'organisation nous laisse entendre qu'une « transition énergétique soft » serait la seule à même d'unir le pays, condition nécessaire du succès. Il s'agit, nous l'avons compris du dossier initial du maître d'ouvrage dont la caractéristique principale serait d'appliquer une loi prévoyant 50% de nucléaire, mais seulement en 2035.

C'est une préparation à la conclusion à venir du ministre dont nous connaissons déjà l'essentiel. Alors toute la richesse des points de vue, éclairages, débats et questions avec ou sans réponses pour rien ?

Pourtant certaines contributions, en particulier celle remarquable de Gilles Bellec, ont donné de la hauteur à ce débat attirant l'attention sur les fragilités de la France, ses besoins et les conditions pour qu'une transition énergétique vraiment volontaire soit au service de ses attentes profondes.

La France entravée par une dette qui étouffe son économie et donc sa capacité à offrir des emplois à sa jeunesse, porte en réalité au titre de la politique énergétique en cours une dette réelle évaluée déjà à plus de 100Mds par la Cour des Comptes.

Notre industrie souffre d'un déficit de compétitivité énergétique face à celle de l'Allemagne qui pourtant fonctionne au charbon voire au lignite. La ponction des taxes et divers prélèvements sur l'électricité pèse lourdement sur les ménages les plus modestes, alors que les riches profitent des rentes provenant des achats garantis de leurs panneaux solaires.

Faire rêver les riches en ponctionnant les pauvres, est-ce cela une « transition soft » ?

Face au déclinisme « soft » de l'idéologie de la décroissance, notamment celle de l'électricité, une vision dynamique de notre stratégie énergétique valoriserait tous nos atouts à l'aide d'une politique commerciale incitant ménages et entreprises à substituer aux fossiles un vecteur électrique décarboné provenant autant du parc nucléaire historique rénové par le grand carénage que des investissements déjà réalisés ou décidés en renouvelables. Unir le pays par le haut plutôt que par le bas. Une politique énergétique au service du combat climatique passe par la croissance dont notre pays a évidemment besoin et l'utilisation de **tous les moyens**.

Vincent Lindon dans le film « En guerre » nous décrit avec talent la colère des salariés d'une usine capable de fonctionner que les décideurs veulent fermer, pour s'adapter « aux circonstances et à l'environnement ». Ils sont tentés face à ces rapports de force implacables d'utiliser ceux qui sont à leur disposition. Les travailleurs des territoires menacés par les fermetures de réacteurs connaissent la réalité de ce qui se passe à Fessenheim, moins 2200 emplois selon l'INSEE. L'état qui annonce depuis sept ans son intention de fermer cette centrale jugée sûre par l'ASN et rentable n'a aujourd'hui aucun projet nouveau industriel à

proposer. Il se comporte comme les patrons voyous dont ses représentants dénoncent les comportements. Comment leur justifier par l'unité du pays une telle transition dite « soft » ?

Les scénarios électriques RTE considérés par le maître d'ouvrage comme justifiant le 50% de nucléaire en 2035 ne sont pas pour autant jugés convaincants par la plupart des sociétés savantes, professionnels et experts qui se sont exprimés.

Vingt-cinq académiciens des sciences, l'académie des technologies, les Ingénieurs et scientifiques de France, IESF, des économistes, l'iFRAP, les professionnels, les entreprises dont EDF et Ourano, les travailleurs de l'électricité représentés par les syndicats CFE CGC, FNME CGT le comité central d'entreprise d'EDF qui a mandaté la remarquable analyse du bureau d'étude IED, les ingénieurs généraux des mines du conseil général de l'économie, et bien d'autres compétences professionnelles et scientifiques qui se sont exprimées dans ce débat, tous ont alerté sur les risques que l'on prenait en bridant autoritairement la consommation d'électricité afin de justifier la fermeture anticipée de 8 à 16 réacteurs pouvant produire à 33€/MWh, soit le prix de production le plus bas du marché.

Nous en appelons à la sagesse du Président de la République Emmanuel Macron. Monsieur le Président, vous affirmez vouloir « faire » et sortir la France de l'anémie dont elle souffre depuis trop longtemps et redonner de l'espoir à sa jeunesse.

Face au lâchage de Donald Trump et à l'affaiblissement de l'Allemagne dont la nouvelle coalition vient de renoncer à ses objectifs climatiques, vous êtes le principal chef d'état portant une parole claire sur l'impératif du combat climatique. Mais vous savez que la France, pays organisateur de la COP 21 présente un bilan catastrophique du dernier quinquennat et de la dernière législature, donc de la LTE : de 2012 à 2017, nous n'aurons pratiquement pas diminué nos émissions nettes. Sur la prolongation de cette tendance vous auriez à présenter en 2022, et surtout en 2027 si vous étiez réélu l'échec français observé par toute la planète.

Il est encore temps de redresser notre trajectoire climatique. Choisissez une transition énergétique ambitieuse, tournant le dos au déclinisme, qui confirme le rôle de modèle parmi les pays développés de la France. Que toutes nos ressources, nucléaire, forêts et tous renouvelables soient mobilisées dans leurs domaine de pertinence au service d'un développement français réduisant conformément à nos engagements nos émissions de gaz à effet de serre.

Monsieur le Président de la République
lan de l'application de la loi